

## **Monsieur le Ministre, la mobilité durable compte sur vous !**

*Représentant les entreprises innovantes dans le domaine des nouvelles mobilités et des services de l'automobile, l'Alliance des Mobilités accompagne les entrepreneurs engagés dans la transformation des modèles de mobilité. Ces acteurs appellent aujourd'hui le nouveau ministre des Transports à une meilleure prise en compte des nouvelles mobilités afin de favoriser une réelle massification de la mobilité partagée et des mobilités douces sur l'ensemble des territoires français.*

La mobilité est au cœur des préoccupations des Français, que ce soit pour leurs trajets domicile-travail, les loisirs ou encore acheminer les marchandises. L'accès à la mobilité est un sujet fondamental qui impacte le quotidien de nos concitoyens. Des pans entiers de notre économie dépendent aujourd'hui de l'efficacité et de la fluidité de notre mobilité. Nous le savons, elle constitue également un levier majeur de décarbonation, alors que 30% des émissions des gaz à effet de serre en France sont dues aux transports, soit le premier poste d'émission de CO<sub>2</sub>.

Décarboner notre mobilité nécessite de modifier profondément nos habitudes. Ce défi majeur impose de nombreux changements pour proposer des modes de transport adaptés aux usages et aux territoires. L'Etat a un rôle majeur à jouer à travers des politiques publiques volontaristes en s'appuyant sur les acteurs innovants de la mobilité.

Depuis plusieurs années, les politiques publiques ont permis de repenser les mobilités douces et partagées, notamment avec la Loi d'orientation des mobilités (LOM), le plan vélo ou encore le plan covoiturage. Malgré ces efforts, nous constatons aujourd'hui que notre système de transports est à bout de souffle.

La mobilité peut être un obstacle dans le quotidien des Français. Troisième poste de dépenses des ménages, elle pèse fortement sur leur pouvoir d'achat. D'autre part, la difficulté d'accès à des offres alternatives à la voiture individuelle apparaît comme un frein à l'accès aux services de première nécessité et à la recherche d'emploi.

L'accès à la mobilité passe par la construction d'une offre de transports multimodale et par l'émergence d'une offre de véhicules électriques moins coûteux, en fonction des usages de chacun. Nous, acteurs engagés dans les nouvelles mobilités au sein de l'Alliance des mobilités, avons un rôle majeur à jouer et pouvons accompagner cet essor aux côtés du Gouvernement et des collectivités territoriales.

Pour trouver un nouveau paradigme, entre économie et écologie, entre voiture individuelle et transports collectifs, il existe de nombreuses solutions que nous souhaitons mettre en avant.

L'électrification est une chance mais pour cela la France doit se mettre au pas. Nous devons ainsi poursuivre la stratégie de verdissement du parc automobile en France, avec des dispositifs de soutien public adaptés et l'accélération du déploiement d'infrastructures de recharge sur l'ensemble du territoire. Particuliers et entreprises doivent pouvoir accéder à une

offre de véhicules abordables répondant à l'impératif de décarbonation. Les collectivités et l'Etat doivent accompagner cette transformation, en fixant des objectifs réalistes et ambitieux au service de l'ambition industrielle européenne.

Les acteurs des nouvelles mobilités mettent également de nombreuses solutions alternatives à disposition des usagers et des collectivités : vélo, covoiturage, autopartage, micro-mobilités, location, ... Face à la congestion dans les centre-urbains et à la pollution, ces solutions se présentent comme une alternative crédible pour des millions de Français. Pour être pleinement accessibles, ces modes de transport nécessitent des investissements dans les infrastructures et une promotion accrue par les pouvoirs publics, tant nationaux que locaux.

Ces développements nécessitent un soutien et un accompagnement. Nous devons créer un "choc de demande" : les solutions existent et n'attendent qu'à être déployées. Nos entreprises sont prêtes. Elles n'attendent que la confiance et le soutien des élus.

Comme l'a souligné Michel Barnier lors de sa déclaration de politique générale, il est impératif que le ministère des Transports, en partenariat avec les collectivités locales, investisse dans des solutions de transport pour les millions de Français des zones périurbaines et rurales. Face à l'usage contraint de la voiture, l'intégration des nouvelles mobilités doit devenir une priorité afin d'offrir des alternatives durables et accessibles à tous.

L'Alliance des Mobilités appelle ainsi l'Etat et les collectivités locales à accompagner nos concitoyens dans cette transition vers de nouvelles mobilités afin de garantir une mobilité décarbonée, digitale, plus efficiente et accessible partout et pour tous. A l'heure actuelle, les investissements réalisés en faveur des mobilités alternatives sont encore trop timides pour susciter un changement rapide des usages. Le Gouvernement dispose des leviers nécessaires pour favoriser ces solutions en facilitant l'accès aux marchés publics, en créant un cadre réglementaire adapté et en soutenant financièrement ces projets à fort potentiel.

**Les acteurs de l'Alliance des mobilités ne demandent qu'une chose : être des partenaires privilégiés dans cette transformation pour co-construire un nouveau modèle des transports. Le ministre des Transports doit ouvrir le champ des possibles et faire une place de choix à l'innovation.**